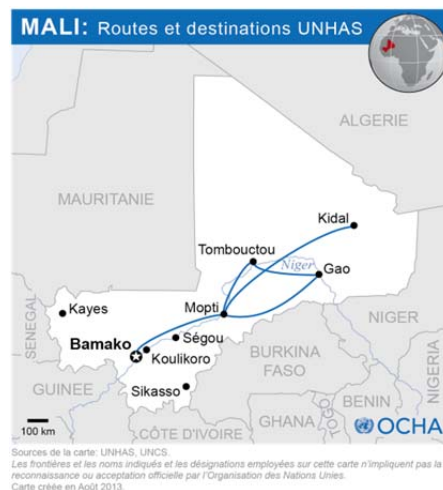




Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il a été publié par OCHA Mali et couvre la période du 18 juillet au 5 août 2013. Le prochain rapport sera publié vers le 15 août 2013.

Faits saillants

- Le service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) a besoin d'urgence de 2,8 millions de dollars pour continuer ses opérations jusqu'en décembre 2013
- 65 pour cent des structures sanitaires sont partiellement ou non fonctionnelles dans les zones anciennement occupées par les groupes armés comparativement à 17 pour cent à l'échelle nationale.
- Des programmes d'étude accélérés sont en cours dans 588 écoles dans les régions de Gao et Tombouctou.
- Entre mars 2012 et juillet 2013, les engins non explosés et les restes explosifs de guerre ont fait au moins 77 victimes dans les zones affectées par le conflit.
- L'appel de fonds humanitaire (CAP) pour le Mali est financé à 32 pour cent. Plus de 152 millions de dollars sont mobilisés sur la requête d'environ 477 millions de dollars.



1,4 million

Personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire immédiate

(Cluster sécurité alimentaire au xx juillet)

342,033

Personnes déplacées internes au 25 juillet

(Commission Mouvement de Population)

175 282

Réfugiés maliens dans les pays voisins au 29 juillet (UNHCR)

\$ 477 millions

Fonds requis pour répondre aux besoins humanitaires au Mali en 2013

Appel de fonds Consolidé (CAP) pour 2013

32 pour cent

Financement reçu au 29 juillet

Système de suivi financier (fts) d'OCHA

Aperçu de la situation

Au regard de l'amélioration de l'accès humanitaire, UNHAS a augmenté les services fournis aux humanitaires et à leurs partenaires mais a besoin de fonds additionnels pour poursuivre ses opérations jusqu'à la fin de l'année.

Les personnes déplacées internes (PDI) et les réfugiés retournent progressivement au nord du Mali. L'OIM et ses partenaires continuent la consolidation des chiffres des retournés en vue d'une meilleure appréciation de la situation. Au regard de cette évolution des déplacements, l'équipe humanitaire pays est en train de développer un plan d'action pour l'accompagnement des retours spontanés. Selon le cluster protection, de nombreux déplacés souhaitant retourner dans leur région d'origine ne peuvent pas le faire faute de moyens financiers.

Le fonctionnement des services sociaux de base reste limité malgré les efforts des autorités et de leurs partenaires humanitaires. Pour y remédier, le retour du personnel de l'Etat doit être accéléré et des moyens sont nécessaires pour la réhabilitation des infrastructures sociales (écoles, structures sanitaires et système d'eau) endommagées ainsi que leur équipement. Une évaluation conduite, en mai, par le cluster santé révèle que 65 pour cent des structures dans le nord sont partiellement ou non fonctionnelles. Au total, 588 écoles sont fonctionnelles à Gao et à Tombouctou sur un total de 1 042. Des programmes d'étude accélérés sont en cours dans ces écoles pour permettre aux élèves de terminer le programme scolaire.

Les opérations de dépollution des zones où il y a des engins non explosés et des restes explosifs de guerre se poursuivent. Des équipes supplémentaires de dépollution (notamment de DanChurchAid et d'UNMAS) sont actuellement en phase de déploiement et les opérations seront entamées dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal.

Financement

+ Pour plus d'informations, consultez la section "Historique de la crise" à la fin de ce rapport.

Au 30 juillet, le CAP pour le Mali a reçu environ 152 millions de dollars, soit 32 pour cent des 477 millions de dollars recherchés. Au total, sept clusters sur neuf sont financés à moins de 50 pour cent et deux clusters à moins de 20 pour cent (cf. graph. financement par secteur ci-dessous).

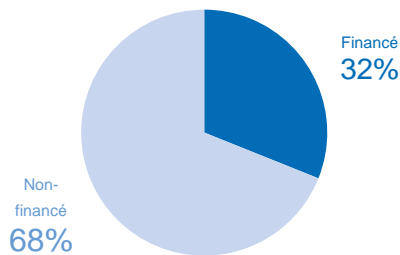
Des financements estimés à environ 108 millions de dollars ont également été alloués à des activités humanitaires hors CAP.

Lien pour accéder au document du CAP révisé pour le Mali: <http://www.unocha.org/cap/appeals/revue-à-mi-parcours-de-lappel-global-pour-le-mali-2013>

Mali – Appel consolidé 2013

Financement par cluster (millions US\$)

US\$ 477 millions



	Financé	Non-financé	% Couvert
Sécurité alimentaire	169		36%
Nutrition	80		28%
Eau, hygiène et assainissement	62		12%
Santé	35		32%
Protection	71		23%
Abris et biens non-alimentaires	18		25%
Education	22		15%
Télécommunication d'urgence	2		67%
Logistique	8		53%
Services communs et coordination	10		44%

Tous les partenaires humanitaires – y compris les bailleurs de fonds et les agences bénéficiaires – sont encouragés à informer FTS de toute contribution en argent et en nature en envoyant un courriel à fts@un.org

Réponse humanitaire



Sécurité alimentaire

Besoins :

- Le cluster estime que l'insécurité alimentaire affecte 3,5 millions de personnes dont 1,4 million en besoin d'assistance alimentaire immédiate.

Réponse :

- Les résultats préliminaires de l'enquête sur la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA) à Mopti, Gao et Tombouctou sont attendus en août. Dans la région de Kidal, la collecte des données a été achevée dans les cercles de Kidal et de Tessalit. Elle se poursuit dans les cercles d'Abeibara et de Tin Essako.
- En août, le PAM prévoit d'assister 110 000 bénéficiaires additionnels à travers son programme d'urgence. Cette augmentation s'explique par les rapports et les analyses des partenaires du PAM révélant que le nombre de personnes vulnérables était supérieur à la cible. Ainsi le PAM a besoin de ressources additionnelles pour répondre aux besoins de tous les bénéficiaires.
- Le nombre de personnes ciblées par les opérations de transfert d'argent du PAM, en partenariat avec ACTED, a été revu à 29 174 pour le mois de juillet. En juin, 27 324 bénéficiaires étaient ciblées. La liste des bénéficiaires a été mise à jour et transmise au bailleur pour la prochaine distribution.
- CARE a finalisé la vérification des chiffres des personnes ciblées par le projet de transfert d'argent inconditionnel destiné aux PDI et aux familles hôtes vulnérables dans les zones urbaines de Mopti et Sévaré. Au total 20 482 personnes seront assistées à travers ce projet de six mois. Cette diminution du nombre de bénéficiaires pourrait s'expliquer par le nombre croissant des PDI retournés dans le nord.
- A Mopti, la FAO a démarré la distribution, au profit de 800 ménages, de 159,05 tonnes d'aliments bétail, 32 000 doses de vaccins (16 000 contre la peste et 16 000 contre la pasteurellose), 64 000 comprimés déparasitants et 32 000 sachets de vitamines dans 10 communes des cercles de Mopti, de Bandiagara et Bankass. Ces distributions s'accompagnent de formation de relais communautaires sur les techniques d'élevage.
- Grâce à un financement de la coopération Suédoise (SIDA), OXFAM GB a distribué des coupons d'une valeur de 40 000 F CFA (80 dollars) /ménage à 1 000 ménages vulnérables de la ville de Gao, afin d'améliorer leur accès aux vivres auprès de petits commerçants. L'ONG a aussi distribué 100 tonnes d'aliments bétail à 500

ménages vulnérables du village de Baria (commune de Bourem). Grâce à un financement d'ECHO, OXFAM cible 3 200 ménages pour la distribution de 160 tonnes de semences de riz local dans les cercles de Bourem et Gao.

- Le PAM a distribué 1 044 tonnes de vivres à 60 000 personnes des cercles de Bourem et Gao.
- World Vision Mali dans le cadre d'un projet de résilience financé par le PAM, a distribué 66 tonnes de vivres à 1 644 bénéficiaires dans les régions de Sikasso (cercles de Yorosso) et Ségou (Tominian et San).

Besoins non-couverts et contraintes :

- L'insécurité persiste et perturbe les interventions humanitaires en particulier dans la région de Kidal. Les retours croissants des déplacés et réfugiés, en pleine période de soudure céréalière risquent de créer une situation de grande urgence si leur nombre s'amplifie.
- Une récente enquête nutritionnelle (SMART) réalisée par UNICEF dans la région de Gao recommande la mise en œuvre d'un programme de ration de couverture (blanket feeding) pour les enfants de 0-59 mois dans le cercle de Bourem (taux de malnutrition aiguë globale de 17 pour cent) afin d'éviter que la situation ne se détériore.



Santé

Besoins :

- Il est nécessaire de relancer rapidement les services de santé qui ont été fortement interrompus pendant la crise, en particulier les services pour le VIH/SIDA.
- Les résultats de l'évaluation réalisée par l'OMS et ses partenaires sur 1 581 structures de santé révèlent une moyenne nationale de 17 pour cent de structures partiellement ou non fonctionnelles comparativement à 65 pour cent dans les zones anciennement occupées.
- La faiblesse des capacités de sécurité transfusionnelle reste un défi dans les régions du nord.
- Dans les régions du nord, le personnel de santé qualifié est insuffisant et l'accès aux soins de santé reste limité.

Réponse :

- Un groupe technique de travail sur le paludisme a été mis en place pour une meilleure analyse de la situation et pour proposer des actions à entreprendre avant la saison de transmission.
- Le cluster mène des actions pour le rétablissement de la disponibilité des services de dépistage, de prévention et de prise en charge du VIH/SIDA dans les régions du nord.
- L'OMS, l'UNICEF et le Gouvernement ont conduit, du 5 au 11 juillet, une campagne dans le cadre du programme élargi de vaccination (PEV) de routine dans les districts sanitaires des régions de Tombouctou et Gao. Au total, 261 556 enfants de moins de cinq ans ont été vaccinés. L'OMS a fourni un appui estimé à 153 292 500 FCFA (304 736 USD) aux directions régionales de la Santé et de la Direction Nationale de la Santé pour couvrir les coûts opérationnels tandis que l'UNICEF a mis à leur disposition les vaccins, la vitamine A et l'albendazole. Cette opération est la première activité de masse dans le domaine de la santé depuis le rétablissement de l'autorité de l'Etat dans les régions du nord.
- Au 8 juillet, 624 cas de rougeole (soit 100 cas de plus qu'à la même période l'année dernière) et 12 décès par la rougeole ont été enregistrés au Mali. L'UNICEF continue les actions pour stopper la maladie et plus particulièrement à Bamako où plus de 70 000 enfants âgés de 0 à 14 ans ont été vaccinés dans trois des six communes de la ville. Avec l'acquisition de 277 000 doses de vaccins, 1,8 million d'enfants de moins de 15 ans pourront être vaccinés dans les jours à venir.
- Dans le cadre de la relance des activités dans le nord, l'OMS a financé le retour d'une seconde cohorte de 98 agents de santé dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal portant à 214 le nombre total d'agents retournés. La chambre froide pour les vaccins dans la région de Mopti -qui couvre les stocks des trois régions du nord- a été réparée grâce à un appui financier de l'UNICEF qui prévoit aussi de fournir 30 panneaux solaires, 3 réfrigérateurs ainsi que 3 congélateurs pour appuyer la chaîne de froid dans le nord.
- L'UNICEF a mis à la disposition d'ALIMA et de Merlin 20 kits de paludisme pour distribution à Tombouctou et particulièrement dans les districts de Gondam et Diré. Chaque kit peut traiter 3 000 cas de paludisme sans complication. L'UNICEF a également remis 11 000 moustiquaires à ALIMA et à Merlin ainsi que 30 000 moustiquaires au Gouvernement pour distribution dans le nord.
- L'OMS sur fonds propre va relancer les services de dépistage, conseil et prise en charge des infections sexuellement transmissibles et du VIH/SIDA dans toutes les régions du nord y compris les hôpitaux et les centres de santé de référence. Ceci englobe les équipements de laboratoire et la formation du personnel pour un coût de 200 000 dollars.

- Des missions de sensibilisation et de supervision sont en cours en vue de renforcer la sécurité transfusionnelle.

Besoins non-couverts et contraintes :

- La reprise effective des activités dans le nord se heurte au faible rythme de retour des agents de santé.
- Le faible niveau de financement des activités du cluster santé (34 pour cent) et l'insuffisance des ressources disponibles pour le financement du plan de relance des activités de santé dans le nord restent un défi.



Nutrition

Besoins :

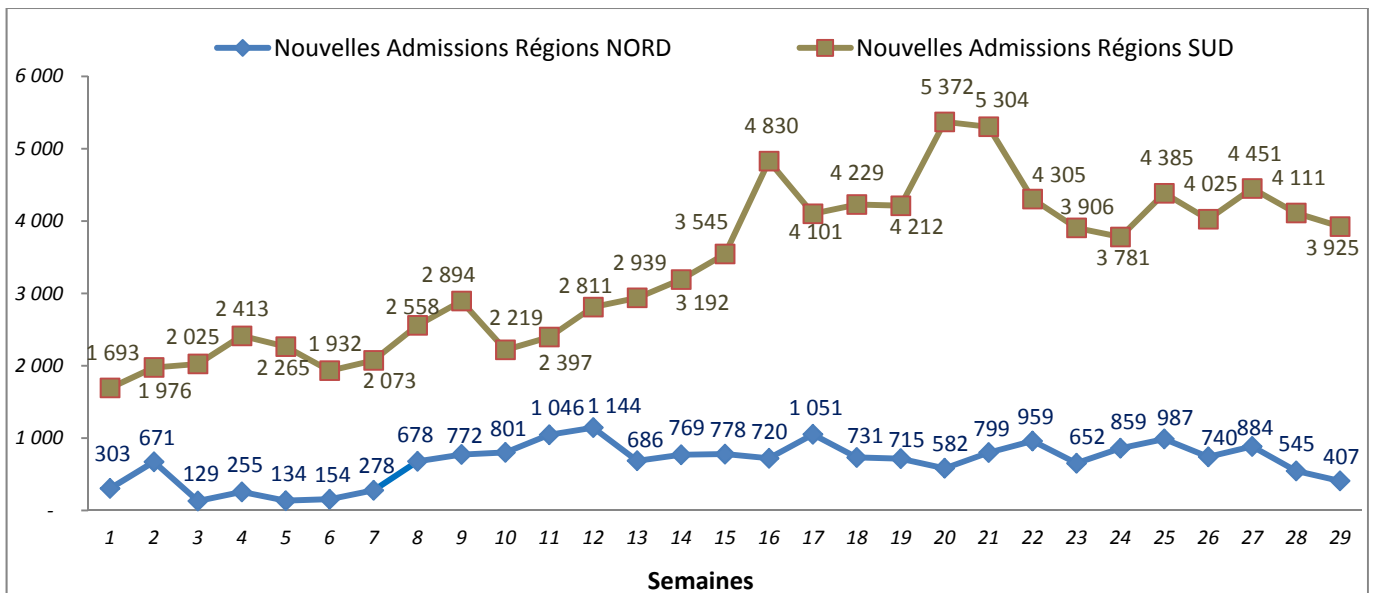
- Selon les résultats de l'enquête nutritionnelle SMART de l'année dernière, 210 000 enfants de moins de 5 ans sont à risque de malnutrition aiguë sévère (MAS) et 450 000 autres de malnutrition aiguë modérée (MAM) pendant l'année 2013.

Réponse :

- Entre le 1er janvier et le 21 juillet, 117 098 enfants de moins de 5 ans ont été admis en unité de réhabilitation nutritionnelle (UREN) au niveau national (régions du sud 97 869 et régions du nord 19 229). Au total, 45 123 enfants de moins de 5 ans ont été admis en URENAS¹/URENI² et 71 975 enfants de moins de 5 ans en URENAM³. Ci-dessous les courbes des admissions dans les UREN.

117 098

Enfants de moins de 5 ans admis en UREN depuis le début de l'année



- L'enquête nutritionnelle SMART prévue dans les régions sud a démarré le 20 juillet à Bamako et dans les districts sanitaires de Bankass (Région de Mopti) et de Yorosso (Région de Sikasso) où des données supplémentaires sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, les soins essentiels communautaires et les aspects liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement seront également collectées. Les résultats préliminaires de cette nouvelle enquête nutritionnelle sont attendus en septembre 2013.
- La Division Nutrition ainsi que de nombreux partenaires de la nutrition célèbrent la Semaine Mondiale de l'Allaitement Maternel Exclusif qui se tient du 1er au 7 Août et dont le thème de cette édition 2013 est « Soutenir l'allaitement aux côtés des mères ».
- En réponse à la crise nutritionnelle dans les régions de Kayes et de Sikasso, Save the Children en collaboration avec l'UNICEF, a formé en éducation parentale 189 agents de santé et membres de la communauté.

¹ Unité de Récupération Nutritionnelle en Ambulatoire Sévère.

² Unité de Récupération et d'Education Nutritionnelle Intensive.

³ Unité de Réhabilitation et d'Education Nutritionnelle Aiguë.

Besoins non-couverts et contraintes :

- Le faible niveau de financement reçu (28 pour cent), soit 22,7 millions de dollars sur une requête de 80,4 millions de dollars, ne permet pas d'augmenter la couverture des besoins. Sur 1 291 structures de santé, seuls 45 pour cent sont appuyées.

**Protection****Besoins :**

- Les personnes affectées par le conflit, en particulier les enfants, continuent d'avoir besoin d'une assistance psychologique. Il y a un besoin urgent de développer un programme de protection de l'enfance à base communautaire ainsi que d'activités psychosociales.
- Un mécanisme de suivi et de rapportage doit être mis en place dans le nord pour assurer un suivi approprié et appuyer les acteurs intervenant dans la protection de l'enfance. Les membres du cluster doivent harmoniser leur réponse dans le nord pour mieux assurer la fourniture de l'assistance et renforcer l'assistance.
- Selon le Service de l'action antimines des Nations Unies (UNMAS), les combats sur le terrain et les bombardements aériens ont occasionné la présence d'engins non-explosés et autres restes explosifs de guerre dans les zones affectées par le conflit au nord. Entre mars 2012 et juillet 2013, l'UNICEF a enregistré 77 victimes civiles (tuées ou blessées). Il est fort probable que ces chiffres soient inférieurs à la réalité.

Réponse :

- Au total, 154 053 enfants et 72 672 adultes ont été assistés par les membres du sous-cluster protection de l'enfance à travers: des sessions de sensibilisation, des activités psychosociales et récréatives, l'orientation juridique et médicale ainsi que des services d'identification, de documentation, de recherche et de réunification (IDTR).
- Le sous-cluster protection de l'enfance a fourni une formation des formateurs à 20 personnes sur la gestion des cas des enfants séparés et non accompagnés.
- Plan a formé 34 animateurs de 9 « espaces amis d'enfants » sur la cartographie des risques les 16 et 17 juillet à Konna, dans la région de Mopti. Plan a également formé 50 acteurs communautaires dans la région de Tombouctou sur l'accompagnement psychosocial en situation d'urgence.
- UNMAS a appuyé le déploiement d'équipes partenaires de dépollution dans les zones accessibles et considérées comme prioritaires. Les équipes d'Handicap International et d'UNMAS ont détruit 650 engins non-explosés, particulièrement à Diabaly (Région de Ségou) et à Konna (Région de Mopti).

Besoins non-couverts et contraintes :

- Des informations non confirmées font état de la présence de nombreux enfants associés ou recrutés par les groupes ou les forces armées. Ces enfants sont souvent restés proches de leurs parents. Cependant ni leurs parents, ni leurs communautés ne les considèrent comme des enfants associés/recrutés. Ceci constitue un défi qui entrave leur identification et leur prise en charge.
- Les difficultés d'accès à certaines localités du nord et la capacité limitée des acteurs à répondre aux besoins en protection de l'enfance dans une situation d'urgence restent un obstacle pour la collecte d'information.
- La précarité de la situation sécuritaire qui continue de prévaloir dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal empêche actuellement le déploiement sécurisé des équipes de dépollutions dans certaines zones rurales.

**Eau, hygiène et assainissement****Besoins :**

- Dans le nord, les réparations essentielles sont nécessaires pour les réseaux et les sources d'eau qui fournissent l'eau à des milliers de personnes. Dans plusieurs localités, les centres de santé communautaires (CSCOM) n'ont pas atteint le standard minimum en EHA.
- La saison des pluies aggrave les risques de maladies d'origine hydriques. La poursuite des activités de prévention dans les zones à risque reste nécessaire.

Réponse :

- Dans les villes de Tombouctou, Gao et Kidal, l'UNICEF, en collaboration avec le CICR⁴, appuie la Société Malienne pour la Gestion de l'Eau (SOMAGEP) à restaurer la capacité de production et de distribution de l'eau pour les populations. A Kidal, le CICR mène plusieurs activités y compris la réhabilitation du système de distribution de l'eau, l'installation d'un groupe électrogène et la connexion d'un réservoir. En vue de promouvoir l'eau, l'hygiène et l'assainissement pour améliorer la situation nutritionnelle, Solidarités a pré-positionné des kits pour les enfants malnutris à Kidal. A Tin Zaoutin (zone de déplacement), deux points d'eau ont été construits et les travaux se poursuivent pour deux autres.
- Dans la région de Tombouctou, Solidarités intervient dans 10 CSCOM dans les localités de Goundam, Niafunke et Tombouctou ville. L'ONG y a pré-positionné des kits d'hygiène dans 15 centres de santé. A Kolokani (région de Koulikoro), Solidarités couvre 21 CSCOM et 3 écoles. La distribution de kits d'hygiène à 595 nouveaux patients dans 21 CSCOM est en cours.
- L'OIM réhabilite 12 points d'eau à Mopti et continue la distribution de kits d'hygiène aux PDI et aux communautés hôtes. Dans la commune de Konna, région de Mopti, le CICR a appuyé le rétablissement du réseau électrique pour le fonctionnement du système d'eau. L'appui à l'hôpital de Gao continue avec l'approvisionnement en eau et en carburant.
- A Gao, ACF-Espagne, a distribué 6 614 kits pour les familles et conduit des formations pour la promotion de l'hygiène. La réhabilitation de 13 points d'eau équipés de pompes manuelles est achevée. Les activités de fourniture du paquet minimum en eau, hygiène et assainissement se poursuivent dans quatre centres de santé de Gao.
- Le projet de fourniture du paquet minimum en eau hygiène et assainissement d'ACTED à Mopti et Tominian se poursuit dans six CSCOM et devra prendre fin à la mi-août. A Tominian, 20 puits communautaires sont en cours de réhabilitation.
- L'UNICEF soutient le rétablissement de la capacité opérationnelle des directions locales et techniques afin de renforcer la réponse. L'UNICEF et ses partenaires ONG dans le nord ont assuré la mise en œuvre minimale ainsi que la réponse d'urgence afin d'éviter la détérioration des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement pour les populations vulnérables.
- Aucun cas de choléra n'a été notifié dans le cercle d'Ansongo, région de Gao, depuis le 21 mai 2013. Les membres du cluster continuent les activités de prévention du choléra et diffusent des messages à travers les radios locales et les relais communautaires. IRC a rejoint 3 000 personnes à travers ces messages. Au cours des deux dernières semaines, IRC a distribué 800 kits de prévention du choléra dans le cercle de l'Ansongo.

Besoins non-couverts et contraintes :

- L'insuffisance des financements ainsi que l'accès limité au nord restent un défi pour le cluster.
- L'absence partielle des services gouvernementaux et l'insuffisance du personnel technique sont aussi un obstacle.


Education
Besoins :

- Selon le cluster éducation, 580 écoles primaires et 8 écoles secondaires offrent actuellement des programmes d'étude accélérés sur un total de 1 042 écoles dans les régions de Gao et de Tombouctou. Ces écoles accueillent 114 685 élèves et 2 741 enseignants. 39 pour cent des élèves et 55 pour cent des enseignants de Gao et Tombouctou ont besoin d'être appuyés en matériel d'enseignement et en pédagogie.
- Presque deux-tiers des enseignants du nord ont besoin de formation sur les questions thématiques concernant l'éducation dans les situations d'urgence. Une telle formation aiderait les enfants affectés par le conflit à terminer convenablement le programme d'étude accéléré.
- Avec environ 800 000 élèves affectés par la crise pendant l'année scolaire 2012-13, la mise en œuvre d'un plan sectoriel visant à assurer le retour à l'école de tous les élèves pour l'année scolaire 2013-2014 reste une priorité.

122 205

Elèves ont reçu des kits scolaires

Réponse :

- Un plan stratégique pour une campagne nationale en vue du retour à l'école pour l'année scolaire 2013-14 a été établi à la suite d'un atelier organisé par l'UNICEF en partenariat avec le ministère de l'Education et les agences partenaires. Parmi les priorités soulignées lors de cet atelier, notons: la mobilisation communautaire,

⁴ Le CICR ne fait pas partie du cluster.

l'amélioration de l'environnement scolaire ainsi que l'appui aux enseignants. L'UNICEF compte assister environ 500 000 enfants à travers son programme « retour à l'école ».

- Les membres du cluster ont distribué des kits scolaires à 122 205 élèves affectés par la crise dont 70 086 dans le nord (61 pour cent) pour le compte de l'année scolaire 2012 - 2013.
- L'UNICEF, en partenariat avec le Ministère de l'Education, a formé 284 enseignants en appui psychosocial dans la région de Mopti.

Besoins non-couverts et contraintes :

- La présence limitée des partenaires dans la région de Kidal réduit la capacité d'évaluer et de répondre aux besoins en éducation. Le programme de développement durable de la région de Kidal prévoit d'appuyer le secteur de l'éducation à travers la fourniture de matériel scolaire ainsi que la réhabilitation des infrastructures scolaires de la région.
- L'insuffisance des financements reçus à travers le CAP (15 pour cent) limite la capacité du cluster à apporter une réponse efficace aux besoins.



Télécommunications d'urgence

- Un centre de communication a été mis en place à Tombouctou au profit des organisations humanitaires présentes dans la ville. Le cluster est en train de transférer l'équipement de communication à UNDSS. Le PAM et l'UNDSS se préparent à signer un accord pour la gestion de la salle radio et pour le recrutement d'un opérateur pour le nord.
- Le cluster continue d'appuyer la communauté humanitaire à travers l'installation et la programmation des radios ainsi que de l'appui technique.



Logistique

- Le cluster logistique a mis en place des espaces de stockage pour les humanitaires à Mopti et à Gao.
- A la suite de l'acquisition d'un second avion pour couvrir les zones devenues accessibles dans le nord, le budget de l'UNHAS est maintenant de 6,5 millions de dollars (540 000 dollars par mois). UNHAS a besoin d'urgence de 2,8 millions de dollars pour continuer ses opérations jusqu'en décembre 2013.

Coordination générale

- A la suite d'une recommandation de l'Equipe Humanitaire Pays, un plan d'action pour l'accompagnement des retours spontanés est en train d'être élaboré.
- Le Plan de Contingence Inter Agence (PCIA) pour le Mali est mis à jour et a été validé par l'équipe humanitaire pays le 31 juillet

Informations de base

En janvier 2012, une rébellion a éclaté dans le nord du Mali, menée par un mouvement séparatiste touareg, le MNLA - Mouvement National de Libération de l'Azawad. Mouvement non religieux, le MNLA s'est associé à plusieurs groupes armés islamistes. Leurs succès initiaux ont conduit à un coup d'Etat militaire à Bamako le 22 mars. Profitant de l'incertitude politique à Bamako, la rébellion s'est emparée en quelques jours des trois régions du nord -Kidal, Gao et Tombouctou- une zone presque désertique plus étendue que la France- et d'une partie des régions centrales de Mopti et Ségou. Le MNLA a ensuite annoncé la fin des combats et proclamé «l'indépendance de l'Azawad», rejetée par la communauté internationale. Le pays s'est trouvé *de facto* coupé en deux. La situation est restée calme sur la «ligne de front» jusqu'à la fin de 2012, tandis que MNLA perdait du terrain face aux autres groupes armés, qui professent moins d'intérêt pour l'indépendance du Nord que pour l'imposition de la loi islamique à l'ensemble du pays. La CEDEAO a décidé de mettre en place une force africaine (la MISMA) pour aider les autorités maliennes à rétablir l'intégrité territoriale du pays. Le 20 décembre 2012, le Conseil de sécurité a autorisé la création d'une telle force.

Avant l'arrivée de la MISMA, les groupes rebelles ont lancé une offensive vers le sud le 9 janvier 2013, amenant le Gouvernement malien à demander l'aide militaire immédiate de la France. Les forces françaises ont alors mené des frappes aériennes et des opérations terrestres avec l'armée malienne, les contingents de la MISMA et des forces tchadiennes. Le MNLA a soutenu l'intervention française mais s'oppose à la venue des forces maliennes dans le nord avant un accord politique. Le 18 juin 2013, le Gouvernement du Mali, le MNLA et le Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad ont signé un accord préliminaire au Burkina Faso. Cet accord prévoit un cessez-le-feu, un retour de l'armée malienne à Kidal et un cantonnement des combattants touareg sur des sites de regroupement.

Le 25 avril 2013, le Conseil de sécurité a décidé de créer une opération de maintien de la paix, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), qui pourra compter jusqu'à 11 400 militaires et 1 440 policiers ainsi qu'une composante civile. La MINUSMA a pour mandat notamment de *stabiliser les principales* agglomérations, de contribuer au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays et à la mise en œuvre de la feuille de route pour la transition, y compris le dialogue national et le processus électoral, et de promouvoir et protéger les droits de l'homme. Elle doit aussi soutenir l'action humanitaire en contribuant à mettre en place les conditions de sécurité indispensables à l'acheminement sûr de l'aide humanitaire sous la direction de civils, conformément aux principes humanitaires, et au retour librement consenti des déplacés et des réfugiés, en coordination étroite avec les acteurs humanitaires. Le transfert d'autorité des forces de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a eu lieu le 1er juillet à Bamako, marquant ainsi le lancement officiel des opérations des Casques bleus au Mali.

Le vote pour l'élection présidentielle a eu lieu le 28 juillet 2013 sur toute l'étendue du territoire. Selon les observateurs, le scrutin s'est déroulé dans un climat paisible sans incident majeur.

Au-delà de l'urgence humanitaire causée par le conflit, le Mali reste touché par la crise alimentaire et nutritionnelle qui affecte tout le Sahel et qui a affaibli la résilience de millions de personnes à travers la région. Malgré une bonne récolte en 2012, des millions de personnes continuent à souffrir d'insécurité alimentaire, de malnutrition et d'un manque chronique de moyens d'existence. Le conflit malien et l'insécurité qu'il provoque, surtout dans le nord du pays, a encore accru les besoins humanitaires, et rendu plus difficile l'accès humanitaire aux populations dans le besoin.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Fernando Arroyo, Chef du Bureau, OCHA Mali, Courriel: arroyof@un.org, Tél: +223 7599 3204

Katy Thiam, Responsable de l'information publique, OCHA Mali, Courriel: thiamk@un.org, Tél: +223 7599 3497

Anouk Desgroseilliers, Chargée du reporting, OCHA Mali, Courriel: desgroseilliers@un.org, Tél: +223 75 99 57 61

Diakaridia Dembélé, Chargé de l'information publique, OCHA Mali, Courriel: dembele@un.org, Tél: + 223 75 99 55 81

Quentin Levet, Chargé d'affaires humanitaires, OCHA NY, Courriel: levet@un.org Tél: +1 917 209 24 13

Pour davantage d'informations, veuillez consulter:

<http://mali.humanitarianresponse.info> ou www.unocha.org/mali.

Pour être ajouté(e) à la liste de diffusion ou en être retiré(e), merci de nous contacter par courriel à ochamali@un.org